Les anarchistes veulent instaurer un milieu social assurant à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

N° 119
Avril 2020

le libertaire
revue de synthèse anarchiste

Créé par Joseph Déjacque en 1858 aux U.S.A. (En Français), repris par Sébastien Faure en 1895.
Actuellement publié par le groupe Jules Durand et des individuels anarchistes.

Ecologie et pensée anarchiste

Une pensée comme l'anarchisme contient les différents sentiers dans lesquels le long chemin vers la liberté est fragmenté. Ce sont des routes qui coulent comme des rivières dans une mer de liberté, fusionnées et confondues en une seule libération.

Ainsi, il n'y a pas d'anarchie sans écologie. Dans la pensée de certains des anarchistes les plus connus du 19e siècle, nous trouvons des explications profondément claires sur les relations entre la libération des êtres humains et le respect, la sauvegarde mais aussi la libération (des menaces de civilisation, de domination et de la cupidité du capital) en ce qui concerne les autres êtres vivants et la nature (ou l'environnement). Aux États-Unis, Henry David Thoreau a été le champion d'un retour à la nature au sens le plus concret, comme un rejet de la vie moderne perturbatrice et une fusion de l'individu avec la nature; Élisée Reclus a combiné la géographie dans un sens libertaire, comme discipline de découverte et de connaissance d'un monde sans frontières fait de divers environnements et peuples en harmonie; Pierre Kropotkine n'a cessé de relier le soutien mutuel entre les animaux au besoin de solidarité qui prévaut entre les humains comme une forme de résistance et d'opposition à la domination. Après eux, de nombreux penseurs et militants anarchistes ont pris en compte ces principes dans leur élaboration et leurs actions pour changer la société de l'exploitation de l'homme sur l'homme et de l'homme sur la nature, convaincus que les deux choses font partie de la même unité. L'un d'eux – mais pas le seul – Murray Bookchin, s'est plongé dans une écologie de la liberté, influençant la façon de penser et d'agir de nombreux militants à travers le monde.

Lors de la XXIIIe Conférence des Nations Unies sur le climat, connue sous le nom de COP23, qui s'est tenue à Bonn, les États présents, mis à part les données sur les émissions de gaz dans l'atmosphère, sur le réchauffement climatique et sur l'échec des accords de Paris 2015 (COP21), n'ont pas été en mesure de trouver un moyen sérieux et efficace pour arrêter l'intoxication de plus en plus irrémédiable au CO2 qui s'empare de la planète à cause des soi-disant « activités humaines », c'est-à-dire de l'action constante du capitalisme et des États qui gaspillent les ressources, privent la Terre de ses défenses et émettent contamination de toutes sortes afin d'accumuler le maximum d'avantages.

C'est une opinion largement partagée, même parmi les personnalités des plus hautes sphères politiques et économiques un peu plus sensibles, que sans mesures radicales, la maladie mortelle que le capitalisme inflige à la Terre ne sera pas résolue.

Et ces mesures radicales ne peuvent venir que d'une pensée radicale, une pensée qui va à la racine du problème, qui ne se limite pas à identifier des plug-solutions qui, au mieux, tentent d'atténuer les effets, de rayer la surface; mais, au contraire, ils peuvent affecter les causes qui génèrent le problème: la survie de la vie sur la planète Terre. Et cette pensée est, sans aucun doute, l'anarchisme.

Le capitalisme et les États, avec leur triomphe maximal au cours des deux derniers siècles, sont à l'origine de la maladie la plus grave de la planète. Ils ont poussé à l'extrême l'exploitation de la nature, conséquence de l'exploitation humaine qu'ils ont théorisée et pratiquée. Ils ont fait de la domination l'idéologie dominante, sacrifiant tout, les gens, les animaux, l'environnement, pour satisfaire la voracité d'une minorité de riches déchaînés. Il n'est pas nécessaire d'attendre une solution de l'origine du mal qui afflige le monde. Ses propositions et ses actions ne sont que des pièges mystifiants: «l'économie verte», qui ne met qu'un masque souriant et rassurant sur les assassins de la terre et les comptables du marché mondial.

Le développement durable voudrait montrer la possibilité de poursuivre la destruction de l'environnement et une exploitation humaine plus acceptable. Ce n'est qu'un oxymore, comme l'oxymore, c'est-à-dire le bio-capitalisme, ce grand monstre qui aveugle la raison et, d'une part, canalise les consommateurs avec la conscience claire des supermarchés mondiaux où se consomme le spectacle quotidien de marchandisation et d'aliénation, par exemple. Un autre asservit et soumet des millions de personnes, les privant des biens les plus essentiels, en plus de la liberté, pour continuer dans leur domaine, utilisant de plus en

plus les forces armées, l'extorsion économique, la corruption et d'autres instruments de persuasion psychologique.

L'environnementalisme classique, celui que nous avons connu au cours des trente dernières années, celui du « soleil qui rit », né anti-nucléaire et devenu social-démocrate en raison de sa compatibilité déclarée avec le système économique de type occidental, n'a aucune chance de provoquer des changements substantiels. Ce n'est pas par hasard qu'il a fini par être une béquille du système capitaliste, obtenant, le cas échéant, un lifting.

La pensée radicale aujourd'hui peut nous aider à comprendre les liens entre le manque de solutions au problème des déchets et l'organisation autoritaire des fêtes, entre une station avec une chaleur record et un système d'exploitation des ressources sans précédent dans l'histoire humaine et qui est appelé capitalisme; entre un hamburger, un trou dans la couche d'ozone et les calamités considérées comme des phénomènes «naturels» qui contraignent des millions et des millions de personnes à l'exode de leurs terres. Une pensée radicale peut faire comprendre à quel point l'exploitation des hommes et des femmes est similaire et entrelacée sur le lieu de travail, avec une agriculture intensive; combien une société autoritaire est la négation même de l'environnement autorisé à défendre par tous les moyens le droit de quelques-uns de piller pour l'accumulation de capital entre leurs propres mains. Une pensée radicale explique comment le patriarcat, qui domine les femmes, et l'autoritarisme, qui domine toutes les espèces vivantes, ont les mêmes origines au pouvoir, dans l'exercice de la domination, et qu'il ne peut y avoir libération d'un seul élément par rapport à tous les autres, mais que tous les éléments doivent soutenir mutuellement la libération, qu'un voyage de construction de certaines sociétés ne peut rien exclure, ne peut faire d'exceptions, ou échouera.

Une société égalitaire, c'est-à-dire sans privilèges, sans États, sans pouvoir, est une société consciente que le monde est un et doit être respecté par tout ce qu'il représente: arbre ou rivière, montagne ou lac, animal ou personne; sans harmonie entre tous les éléments et dans tous les éléments, il ne peut y avoir de libération effective.

Bien entendu, les méthodes adoptées doivent également être cohérentes avec ces finalités, les contenir, les faire siennes, être leur expression cohérente.

Pippo Gurrieri

Le patron a besoin de toi, tu n'as pas besoin de lui.

La crise sanitaire sera-t-elle doublée d'une crise sociale ? Telle est la grande peur de la bourgeoisie. Les Français s'aperçoivent que le pays ne peut tourner que si les gens vraiment utiles continuent à travailler : les employés de magasins dont les caissières sont la figure emblématique, les chauffeurs-routiers qui acheminent les denrées, les éboueurs qui vident nos ordures, les femmes de ménage qui astiquent et assainissent les bureaux, les boîtes aux lettres…, les personnels des services publics dont ceux de la santé qui font face au défi du coronavirus et du manque de matériel pour soigner et juguler ce fléau. Les petits commerçants : boulangers, bouchers, fruitiers…enfin ceux qui n'ont pas été laminés par les grandes surfaces, continuent à servir les clients. Les agriculteurs produisent et alimentent la population. Les ouvriers continuent à aller au charbon dans l'ensemble. Pendant ce temps, les cols blancs se confinent chez eux ou dans leur résidence secondaire et télétravaillent en évitant tout contact avec la plèbe. Les magnats de la finance et de la technologie font profil bas, en attendant leur heure. Comme l'avait déjà évoqué David Graeber, ceux qui font un travail socialement utile sont ceux qui sont les moins bien rémunérés notamment les personnels de santé.

Les moins bien payés assurent les emplois les plus vitaux pour la société ; dans le même temps, ils sont les plus exposés au risque de contamination.

Macron aura beau dire, ainsi que l'hypocrite Edouard Philippe, que la nation est reconnaissante à ceux qui sont en première ligne. Ils auront beau passer la pommade, vanter les mérites des uns et des autres, la classe ouvrière qui fait les grandes mains pour que la boutique France continue à vivre sait très bien de quoi il en retourne. Les patrons et l'Etat exploitent de manière éhontée les travailleurs.

La santé va gagner un plan massif d'investissements, une revalorisation des carrières…tant mieux, ce n'est que justice. Mais il ne faudra pas oublier les autres, ceux qui quotidiennement viennent bosser la boule au ventre et sont payés des brouettes. Après le mouvement des gilets jaunes, la lutte des classes refait surface du côté où on ne l'attendait pas. La crise sanitaire se met dans les pas des Gilets jaunes. Cette fois, espérons que les salariés ne se contenteront pas d'une simple prime mais exigeront une réelle revalorisation salariale. Les médailles, les honneurs…c'est bon pour les gogos, ça ne nourrit pas son homme. Il va falloir allonger l'oseille.

Parallèlement, nous devrons demander des comptes. Pourquoi demander à des métallos de l'industrie automobile de s'atteler à fabriquer des respirateurs alors qu'il suffisait de reconvertir des pans entiers des usines d'armement pour créer et fournir en masse ces respirateurs tant vitaux pour la réanimation de milliers de personnes. Peut-être

que le pouvoir ne veut pas qu'on s'aperçoive qu'il est facile, pour sauvegarder l'emploi, de changer son fusil d'épaule et assumer la reconversion des industries d'armement à toutes fins d'utilité sociale. La vie contre la mort. Puisque nous sommes en guerre, il fallait réquisitionner ces usines en priorité.

Sachant qu'après la crise financière de 2008, après avoir renfloué les caisses des banques, ces dernières ont continué leurs mauvaises pratiques, leurs placements pourris, nous savons que la classe politique, si elle n'est pas bipassée, ne changera pas l'ordre des choses mais au contraire voudra revenir à l'ordre ancien, l'autoritarisme en plus. Quand on vante les mérites du système chinois, on a de quoi s'inquiéter pour nos libertés. Les bénéficiaires de l'ordre établi, celui de leurs avantages de classe, feront pression pour qu'on octroie quelques miettes (primes) à ceux qui ont réellement tenu les rênes de l'économie. Pour mieux leur reprendre cette aumône un peu plus tard, par l'inflation ou quelques subterfuges économiques qui feront illusion comme à l'accoutumée. Alors, de nouveau, les patrons pourront continuer à patronner, les agioteurs continueront d'agioter, les profiteurs profiteront et les classes populaires travailleront dans un bel effort de concorde et de redressement national pour sauver le capitalisme, destructeur des espèces, responsable de la pollution et du naufrage écologique qui risque de nous coûter bien plus cher que la crise du Coronavirus. Tant que les travailleurs écouteront les sirènes des politiciens et se soumettront au patronat et à l'Etat, ils continueront à être les dindons d'une farce qui dure depuis trop longtemps. Le commencement de la prise de conscience, c'est l'abstention active. On ne vote plus, on occupe la rue. Sans cela, nous repartirons comme en 14 ! Le deuxième stade, c'est la Révolution sociale et libertaire.

Patoche (GLJD)

Coronavirus et religions

L'Amérique latine mais aussi l'Italie, l'Espagne et la fille aînée de l'église, notre belle France… sont des pays dont la croyance au catholicisme perdure. C'est quelque chose que tous ceux et celles qui vivent dans ces pays peuvent constater sans trop d'efforts.

Il y a ceux qui ne croient qu'aux limites de la peur inculquées depuis l'enfance; ceux qui vont à la messe par habitude, et même ceux qui ont une croyance sincère.

Il y a ceux qui pensent faire le bien en répandant la parole contenue dans la Bible, même si c'est une parole de haine.

Il y a ceux qui pensent aussi que la religion peut changer le monde, qu'il peut y avoir une relation entre la religion et une lutte révolutionnaire.

Ce qui est dommageable pour toute idée de Révolution qui souhaite libérer l'homme de tout dogmatisme.

L'un répand la parole de Dieu par ignorance; le second, qui devrait être une personne plus conscientisée, la propage par peur, par folie ou par ignorance encore plus élevée que celle du croyant.

«La religion a fondé l'État», dit Bakounine dans ses «Écrits de philosophie politique».

En effet, sur l'ignorance du peuple des croyances ont été érigées, et celles-ci ont à leur tour fondé et justifié en ce moment les privilèges de la bourgeoisie.

Pour exercer sa fonction d'exploiteur, l'État exige avant tout une soumission complète du peuple. La soumission se fait soit par les armes soit par la faim.

Cependant ces deux dernières formes risquent de briser la patience des gens et d'apparaître des soulèvements.

Quelle meilleure façon alors d'obtenir la soumission du peuple que celle imposée depuis l'enfance, celle qui enseigne que c'est un monde de souffrances, mais que tout sera récompensé dans un futur paradis? Quelle méthode plus efficace que celle qui déconseille aux coups des puissants d'opposer une résistance révolutionnaire, mais de démissionner, de prier et de tendre l'autre joue en espérant ne plus être battu?

Ceux qui proclament l'existence d'un être supérieur proclament de la même manière l'existence d'êtres inférieurs.

Parce que s'il y a un haut, il y a un bas; et si Dieu est tout, l'être humain n'est rien; si Dieu est le salut, nous devons nous agenouiller pour mériter le pardon. De même, ou nous ne sommes pas libres et Dieu tout- puissant est responsable du mal. Ou nous sommes libres et responsables mais Dieu n'est pas tout-puissant (Albert Camus : Le mythe de Sisyphe).

Jésus-Christ, dit-on, proclamait l'égalité, la fraternité et la justice, et c'est ce qui doit être propagé, que ce soit de manière chrétienne ou révolutionnaire.

Mais nous avons demandé: de quel genre d'égalité, de fraternité et de justice parlait ce personnage?

Ils disent l'égalité. L'égalité mais dans « les limites et l'obéissance en son Dieu ». Si votre Dieu est le maître, nous autres sommes esclaves. Dieu est le patron et les autres ne devraient qu'obéir. Par conséquent, en proclamant l'égalité, cela ne signifie pas que nous sommes tous des esclaves «également». Ce n'est pas autre chose que tous obéissent également. Ni rébellion ni justice, esclaves pareillement. Et si leur Dieu nous veut de cette manière «égalitaire», les gouvernements proclament à leur tour «l'égalité devant la loi». Ayant fondé la religion à l'État, le parallélisme entre l'un et l'autre ne pouvait qu'être semblable à un degré aussi étendu.

Fraternité, disent-ils, quand ils promettent le paradis pour après la mort et la résignation dans la vie. En d'autres termes, ne pas s'organiser, et si cela se fait de manière « fraternelle » qu'ils soient fascistes, communistes autoritaires ou socialistes, peu importe, nous devons être « fraternels »; en d'autres termes, pas de révolution sociale, pas de guerre de classe … la réforme et la seule réforme est ce qui peut résulter d'une telle façon de comprendre l'organisation, et de cette façon le peuple est de nouveau dupe des esclaves restants d'une petite minorité d' exploiteurs. Ni guerre entre classes, ni révolution sociale, ils ne revendiquent que passivité et impuissance face aux injustices sociales. «Liberté et ne pas expliquer les causes du malheur des gens », comme ils le proclament parfois, ne signifie rien d'autre que l'acceptation passive des conditions actuelles. A cette devise nous opposons cet autre: « La liberté, mais par la révolution sociale ».

Justice, disent-ils. Et tandis que la justice est proclamée, ils proposent précisément que l'être humain s'agenouille devant un être inexistant dont la croyance vient précisément de l'organe le plus injuste: l'État.

À toutes ces choses, camarades, l'anarchisme doit faire la guerre.

Dans les pays dits catholiques, où l'Église se mêle ouvertement des affaires politiques pour manipuler les débats; où précisément la croyance au Dieu chrétien-catholique a été imposée par la torture, le sang et le feu; où l'Église a souvent été aux côtés des assassins (de la colonisation de l'Amérique centrale, du Pérou…de la Croisade contre les Albigeois puis contre « les Infidèles musulmans », où la religion soumet les pauvres aux injustices du capitalisme (les Protestants ne sont pas en reste); leur morale religieuse se trouve toujours du côté du manche. Aux Etats-Unis, nous avons atteint le point où le créationnisme est enseigné dans certaines écoles de certains Etats. Le crétin Trump, soutenu politiquement par les évangéliques, a indiqué sur CNN (reprenant Fox news) que l'épisode viral du Covid 19 serait balayé par le vent d'ici au dimanche de Pâques, le 12 avril 2020, en espérant que les églises soient pleines pour célébrer la résurrection du Christ, ce fantasme pascal. Que dire de cette bêtise ! Tandis que plusieurs pasteurs américains (Rodney Howard-Browne, Tony Spell…) bravent les interdictions de rassemblement en organisant des messes (29 et 31 mars 2020 en pleine pandémie) sous couvert qu'ils détiennent un mandat de Dieu pour se réunir. Un mandat très certainement impératif mais non révocable. Au Brésil, l'ex-astrologue Olavo de Carvaho, qui soupçonne le Terre d'être plate, conseille Bolsonaro, lui aussi aidé par les Evangéliques pour accéder au pouvoir. Silas Malafaia, chef d'une des plus grandes églises évangéliques du pays, galvanise ses fidèles et les exhorte à ne pas céder à la névrose et la psychose: « Notre église va garder ses portes ouvertes…Nous croyons que Dieu a le contrôle de toute chose. Nous croyons au pouvoir de la prière. C'est notre arme ! ». Tu m'en diras tant. Evangéliques français aussi qui en chantant leurs cantiques en se tenant la main ont permis au Coronavirus de se propager en France et en Guyane après leur grand rassemblement de Mulhouse, fin février 2020. Merci les évangéliques.

Compagnons anarchistes, il est indispensable que l'influence des religions soit combattue avec toutes les forces nécessaires. Nous en avons autant au service de l'Islam.

Nous proclamons la mort de l'idée du Dieu chrétien, juif ou de tout autre Dieu. Nous affirmons l'indépendance de l'être humain vis-à-vis de toutes sortes de créateurs extra-terrestres de destins.

Plus d'esclaves soumis. Plus d'irrationalisme. Plus de tiédeur chrétienne, musulmane… Plus d'églises. Plus de mosquées, de temples…Plus de couvents ni de théologie, pas même la soi-disant « théologie de la libération ».

La révolution que proclament les anarchistes donnera à tous la plus grande liberté de croire en ce qu'ils préfèrent, c'est vrai.

Mais scientifique et rationnelle, l'éducation doit démolir les croyances absurdes du créationnisme, de Dieu et de toute idée fondée sur l'irrationalité. Nous sommes rationalistes donc athées.

La religion ne s'adresse pas à l'esprit, mais au cœur. Par conséquent, malgré les milliers de preuves qui réfutent l'existence de leur Dieu, les croyants continuent d'exister. Ils ne croient pas en vérifiant les choses, mais par sentimentalité.

Mais la science hétérodoxe, implacable dans ses démonstrations, doit définitivement remplacer le culte religieux, car comme Nietzsche le dit à juste titre: «Rien n'est plus nécessaire que la vérité et, par rapport à elle, tout le reste n'a qu'une seconde valeur d'ordre. »

Ainsi, les Églises doivent devenir des entrepôts, des théâtres ou des écoles … mais plus des centres d'ignorance où nos enfants sont éduqués dans l'irrationnel, dans l'absurde.

La morale religieuse est la morale des lâches, du soumis, de l'injustice et de l'inégalité.

Nous devons nous battre pour que, lorsque le peuple se lèvera, les prêtres ne puissent pas les esquiver. Cette éthique religieuse s'oppose à l'éthique humaine, juste et rationnelle.

Puissent nos enfants ne pas grandir davantage par la croyance en Dieu.

Nous devons laisser la soumission à ceux qui ont toujours peur d'aller plus loin, à ceux qui cherchent à concilier ce qui est comme le mariage de la carpe et du lapin.

S'ensuit-il que nous rejetons l'humanisme?

Bien sûr que non. L'humanisme serait-il d'essence divine ?

L'humanisme que les croyants comprennent est un humanisme absurde, celui qui fond dans la tendresse envers les fascistes et la police : « Parce qu'ils sont aussi humains », cet humanisme chrétien ou musulman et conformiste qui ne mène qu'à l'absurde, aux contradictions et à la perte de dignité et rébellion. Cette sentimentalité absurde qui convient si bien aux intérêts des exploiteurs et fait tellement de tort à la liberté.

L'humanisme que nous désirons est un humanisme différent, un humanisme libertaire aurait dit Gaston Leval. Nous désirons la fraternité universelle de tous les êtres humains sans distinction d'âge, de sexe ou de couleur de peau. Mais nous comprenons parfaitement que pour que cela se produise, il est essentiel que le peuple cesse d'être soumis, silencieux et résigné. En d'autres termes, le peuple doit être rebelle, révolutionnaire, digne et juste. Entreprendre la lutte à mort contre tous les types de gouvernement, contre le capitalisme et surtout contre cette idée infâme qui l'a aveuglé depuis si longtemps: la religion. Faire de la lutte areligieuse, une lutte sans ambiguïté, rebelle, révolutionnaire, athée, anarchiste, digne, juste, radicale et fraternelle entre les exploités.

Ces termes sont incompatibles avec la religion et la croyance en toutes sortes de Dieu.

C'est pourquoi nous proclamons qu'en parallèle à la lutte contre le capitalisme, nous devons sans pitié abattre cette croyance infâme appelée religion.

Pour être physiquement libre, nous devons également être mentalement libres et vice versa.

Revendiquer la liberté économique et sociale, mais pas la liberté mentale, équivaut à ne rien revendiquer.

« Eh bien, en fait et en droit », dit Sébastien Faure, « l'anarchisme est antireligieux, anticapitaliste – le capitalisme est la phase historiquement contemporaine de la propriété – et antistatique. Faites face à la triple lutte contre l'autorité. Il n'épargne ses coups ni à l'État, ni à la propriété, ni à la religion. Il veut supprimer les trois, ensemble. »

L'humanisme, oui, mais un humanisme digne, juste et anarchiste. Humanisme non soumis et lâche.

Ti Wi (GLJD)

PS : concernant le Covid 19, nous connaissons bien la rhétorique religieuse : c'est Dieu qui nous met à l'épreuve. On va s'en sortir grâce à nos prières. Même les bouddhistes français s'y mettent. Le frère de Tariq Ramadan indique que la cause du Coronavirus provient de l'adultère et de la fornication. Nous constatons que les fréristes ont un rapport au sexe bien étonnant. Le châtiment de Dieu. On a échappé de peu à Sodome et Gomorrhe. A l'heure de nos connaissances médicales et scientifiques, les religions sont-elles bien sérieuses ?

1er Mai 2020: Plus que jamais, l'honneur des travailleurs

Ce premier mai sera sans aucun doute un jour de demandes atypiques pour la classe ouvrière. Dans le contexte d'une crise mondiale due à la pandémie de COVID-19, cette année, nous, les travailleurs, sommes confrontés à une situation inédite. Ce n'est pas qu'avant c'était bien, mais maintenant notre capacité est mise à l'épreuve, non seulement pour résister à l'adversité, mais aussi pour la combattre, ce qui démontre à quel point l'activité militante (syndicale, spécifique, gilets jaunes…) que nous menons dans cette société est fondamentale.

Cette nouvelle crise a montré celle qui est la première à être directement touchée en cas de problème: la classe ouvrière. En particulier, les travailleurs en situation précaire, temporaire et extrêmement vulnérable. Apparemment contradictoire, ce sont ces mêmes personnes qui font front pour que la vie continue par leur activité essentielle.

À l'heure actuelle, il est absolument nécessaire de reconnaître et de valoriser le travail des professionnels de la santé, traitant le virus en première ligne, mais il est également nécessaire de faire de même avec les travailleurs des secteurs qui sont généralement invisibles, tels que le transport, l'agroalimentaire, le nettoyage, les aides à domicile, les éboueurs, les employés de magasin, etc. Ces secteurs se sont avérés essentiels à la vie contrairement aux « traders » et autres nuisibles de la finance.

Ce nouveau scénario reconfirme l'existence d'une structure de classe sociale qui soutient le système économique lui-même, et confirme – encore plus si possible – que sans nous, sans la classe ouvrière, cette société ne pourrait pas avancer. Comme cela a toujours été affirmé par les libertaires, la nécessité de renforcer et de défendre les services publics est l'une des conclusions que nous devons tirer, avec un regard tourné vers l'avenir, car ils se sont révélés indispensables pour atténuer les effets de cette pandémie et protéger les personnes les plus touchées, qui, comme toujours, sont les plus humbles de la classe ouvrière. C'est ici que l'on peut apprécier les conséquences néfastes et meurtrières que les thèses néolibérales et la mondialisation ont provoquées.

Parallèlement au manque absolu de protection dans lequel la classe ouvrière s'est trouvée (masques, gants, gels…), il a également été possible de vérifier le rôle des syndicats de collaboration. Leurs principaux dirigeants ont accepté toutes les mesures sociales et économiques approuvées par le gouvernement sans la moindre critique, se mettant même d'accord sur les propositions avec les employeurs eux-mêmes. Une fois de plus, la classe ouvrière a été trahie par leur incapacité. Nous constatons par ailleurs que les cadres et dirigeants peuvent télétravailler mais que de nombreux ouvriers font tourner les usines même si la moitié des salariés sont en chômage partiel. Le déconfinement du 11 mai implique de fait que des centaines de milliers de travailleurs vont retourner à leurs emplois pour assurer les intérêts des employeurs des grandes industries et de la construction. Ceux qui étaient restés en poste continueront à risquer leur vie.

Les quelques mesures sociales et de travail adoptées par les gouvernements ont été mises en œuvre tardivement et se sont révélées totalement insuffisantes. Les entreprises ont été autorisées à abandonner des milliers et des milliers de travailleurs en CDD au cours des premières semaines. Un revenu de base avec des garanties suffisantes n'a pas encore été mis en œuvre; le manque criant de protection des migrants et des sans-abris; la situation de ceux qui travaillent comme faux indépendants; etc. L'étendue de cette pandémie à l'échelle mondiale est inconnue, cependant les morts se comptent par dizaines de milliers dans bon nombre de pays et la récession ne manquera pas de faire des dommages collatéraux parmi le peuple.

Cette année, après le confinement, la lutte devra se poursuivre dans les rues et sur les lieux de travail, avec le plus d'arguments si possible en notre faveur, car une offensive sanglante des élites économiques et des employeurs sur la scène internationale est attendue, qui tentera d'attaquer les travailleurs. Cela se traduira par des licenciements et des coupes dans les droits fondamentaux qui ont pourtant été chèrement conquis.

C'est une crise mondiale avec une classe ouvrière qui, quelle que soit son origine, en subit toujours les conséquences en premier lieu, bien qu'elle soit aussi le fondement sur lequel tout fonctionne grâce à sa main-d'œuvre et à sa capacité d'auto-organisation. Nous avons pu constater à quel point les travailleurs sont les éléments fondamentaux qui permettent d'avancer, de tout donner, risquer même sa propre vie pour fournir tout le nécessaire: santé, soins, hygiène, nourriture, produits de base, médicaments, éducation et information… Nous avons vu comment la solidarité et le soutien mutuel ont cessé d'être de simples mots pour devenir des faits qui facilitent la vie dans de nombreux quartiers et communes du territoire, tissant des réseaux depuis la base pour aider et faire connaissance avec nos voisins. Des réseaux de solidarité qui, dans certains cas, dépassent même la capacité

de l'État lui-même, compte tenu de son incapacité à faire face à la situation. Il a été démontré, une fois de plus, que seul le peuple est capable de se sauver.

Nous sommes confrontés à un Premier mai unique mais, bien que nous ne puissions pas nous réunir dans la rue, nous continuerons plus que jamais à répandre nos idées et œuvreront pour un monde plus juste et plus égalitaire. Car, plus que jamais, il faut retrouver le sentiment d'appartenance à la classe ouvrière, fière de ses propres réalisations et capacités. Nous sommes conscients que la classe ouvrière, unie et organisée, peut tout faire pour organiser un autre futur.

Ti wi (Groupe libertaire Jules Durand- GLJD)

Le capital et l'État sacrifient à nouveau la classe ouvrière au nom de leurs intérêts

La décision du gouvernement macroniste de déconfiner progressivement, à partir du 11 mai 2020, l'ensemble de la population, est mal vécue par bon nombre de travailleurs. Déjà des centaines de milliers de salariés travaillaient à des activités jugées non essentielles depuis le début de la crise sanitaire pour répondre à la pression de la puissance économique et financière. Cette dernière ne veut pas voir ses avantages diminués et ne veut pas continuer non plus à payer des « congés » à leurs travailleurs pour confinement.

Encore une fois, comme le capital et l'État nous ont habitués par le passé, les intérêts commerciaux et profits prévalent sur la santé et le bien-être des travailleurs.

Il en coûte peu au gouvernement de lever en partie « l'arrêt économique », car, comme on peut le constater lorsque les organisations patronales remettent en question les décisions du gouvernement, elles changent rapidement d'idée. Bien sûr, pour l'État et le capital, il est facile de prendre ces décisions car ceux qui s'exposent et deviennent chair à canon/patron sont les mêmes qu'à l'accoutumée, ce sont toujours les travailleurs.

Le capital et l'État sacrifient à nouveau la classe ouvrière au nom de leurs intérêts. Le gouvernement, au service des grands employeurs et des banques, fera semblant de vérifier si les mesures de sécurité contre la pandémie sont respectées. Le contrôle social s'effectuera encore dans les rues, renforçant la surveillance policière, favorisant la séparation des gens et les punissant le cas échéant. Les sanctions imposées aux employeurs pour avoir joué au criminel avec la santé de leurs travailleurs sont inconnues ; des inspecteurs du travail sont même sanctionnés pour avoir demandé l'application de certaines règles de sécurité dues au confinement (port de masque…). Nous savons que les forces répressives ont infligé près de 400 000 amendes aux habitants tant ruraux qu'urbains, et ce parfois pour des motifs ubuesques.

La décision du gouvernement et des pouvoirs économiques d'obliger les travailleurs à reprendre leur travail avant que la pandémie COVID-19 ne soit maîtrisée peut être considérée comme criminelle, à la fois parce qu'elle rendra les travailleurs malades ou les tuera, et parce que cela fera d'eux des facteurs contagieux pour leurs familles et la population en général.

Nous sommes radicalement opposés à ces décisions du pouvoir économique et politique et nous appelons la classe ouvrière à se mobiliser et à arrêter de toutes ses forces le retour au travail avec les risques élevés que cela comporte. En premier lieu, l'école ne doit pas être la garderie du Medef. Qu'il nous soit permis de même de contester le choix de Blanquer de faire entrer les GS, CP et les CM2 en premier puis les CE1, CE2 et CM1 quinze jours après. La lecture s'acquiert essentiellement au CP et CE1. Blanquer prend le risque d'amoindrir les acquisitions de base en lecture notamment pour les enfants des milieux défavorisés et obère donc les apprentissages ultérieurement. Les élèves de CM2 sont plus autonomes et aptes à travailler en distanciel dans l'ensemble.

Après avoir détruit les services publics dont l'hôpital public, après une gestion laborieuse de la crise sanitaire, après nous avoir menti (par exemple sur les masques), une fois de plus ce sont les travailleurs qui vont devoir trimer pour leurs profits.

Le ministre de l'Economie, Bruno Le Maire, a appelé, fin mars, les entreprises à verser une prime défiscalisée à leurs salariés qui « ont eu le courage de se rendre sur leur lieu de travail ». Mais les travailleurs qui ont bossé n'ont pas eu le choix ; ils y ont été contraints, même

sans masques, sans gants, sans gel, sans surblouse, sans protection minimale souvent : pression des patrons, menaces, refus des droits de retrait, carottes financières… voilà la réalité. Nous le disons encore une fois: « La santé des travailleurs et des travailleuses est notre préoccupation première. Seules les activités/productions indispensables et les services vitaux doivent fonctionner pour permettre à la population l'accès aux besoins fondamentaux ». La reprise ne pourra s'effectuer que quand tous les doutes seront lever à propos de la pandémie et quand toutes les mesures de salubrité publique auront été prises. Dans cette crise, ce sont toujours les salarié. es et principalement les femmes qui sont en première ligne et le plus souvent mises dans l'obligation de négliger leur propre santé. Actuellement, plus que jamais, le rapport de force est nécessaire, pour mettre en place des mesures propres à assurer la sécurité et la santé de tous les salariés non confinés. Nous constatons que dans de trop nombreuses entreprises, c'est par le rapport de force, que les employeurs ont été obligés d'apporter les réponses sanitaires essentielles. Encore une fois, c'est la mobilisation qui a permis de sauver des vies et de limiter la pandémie.

Défendons la santé des travailleurs! Nous n'avons pas d'autres choix que de nous occuper nous-mêmes de nos affaires. Si personne ne travaille à ta place que personne ne décide à ta place.

Ti Wi (GLJD)

Anticapitalisme et anti-étatisme

Le capitalisme a triomphé non pas à cause d'une idéologie spécifique mais à cause de sa vision du monde de la vie qui a profondément imprégné l'esprit de l'individu, le conduisant à une impasse en étant soumis à des forces qu'il ne peut dominer. Le matérialisme est la religion du capitalisme, celle qui a dépouillé et vidé de son sens spirituel la vie de l'être humain.

La croyance en l'État est la foi dans le capitalisme. Les miettes que le système de domination distribue dans ses diverses facettes sont des illusions afin que la grande majorité suive les directives et les valeurs imposées par les dirigeants; un individualisme basé sur la méritocratie qui reproduit en permanence l'idée d'une lutte sans fin pour la survie des plus aptes.

Le capitalisme se cache sous le parapluie des idéologies des partis politiques pour camoufler leur totalitarisme, alors que tous ces éléments sont essentiellement capitalistes parce qu'ils rendent finalement hommage et adorent l'État alors que la réalité idéologique dominante se transforme en religion.

Le prix du progrès et de la modernité est l'isolement. Cette encapsulation ou cet isolement dans la vie privée est l'un des principes fondamentaux du capitalisme. La vie publique est de plus en plus restreinte par l'appareil de propagande qui déploie le système de domination avec toutes ses techniques de manipulation qui favorisent le consumérisme et le divertissement à grande échelle. Il n'y a pratiquement pas de relations amicales car elles sont conditionnées par les intérêts particuliers qui prévalent dans la société en raison de la division idéologique, religieuse et sociale.

L'esclavage parfait est ce qui n'est pas perçu consciemment, ce qui est caché sous le manteau des libertés formelles de l'Etat de droit. L'État de droit dicte les normes de coexistence et les règles du jeu qui finissent par restreindre la liberté individuelle et collective de l'être humain au nom de la sécurité du pays ou de l'État-nation.

La dépendance à l'égard des institutions étatiques qui accordent ce type de libertés formelles et une certaine sécurité à leurs citoyens-sujets est la forme parfaite d'esclavage et celle qui les empêche de s'émanciper véritablement de l'état de dépendance auquel ils sont soumis en permanence par le Système de domination.

La réforme des retraites : les grèves d'août-septembre 1953

Suite du libertaire de Mars 2020

Les forces de l'ordre

Un plan du Havre et des environs à l'échelle 1/12 500è est fourni aux autorités militaires ainsi que le découpage des zones de grève en quatre territoires.

Un rapport daté du 23 janvier 1954 de la police urbaine du Havre (N° 66 P) stipule que le déroulement de la grève s'est effectué « dans un calme relatif » et que le service d'ordre de la police « a constamment calqué son attitude sur celle de l'adversaire », ce qui a évité tout débordement des manifestants.

Alors que les grévistes insistent sur la sympathie des Havrais pour leur mouvement, la police prétend que la grève « a surpris désagréablement le grand public qui a trouvé de graves inconvénients pour ses commodités personnelles, à une période de l'année réservée aux vacances ». Modulant ses propos, elle reconnaît que la population a penché « plutôt en faveur des grévistes devant le raidissement patronal » et conclut que dans l'ensemble « les événements sociaux n'ont suscité aucune passion particulière au Havre ».

Le rapport de police indique que la fin du mouvement social au Havre est dû en grande partie « en raison de l'apaisement général survenu sur l'ensemble du territoire, par la lassitude des grévistes, et aussi par certains encouragements pécuniaires donnés par quelques entreprises qui ont fini par entraîner les autres dans une reprise générale ». L'irréductibilité du patronat de la métallurgie est mise en évidence. Le patronat du bâtiment s'est montré plus souple, de nombreuses petites entreprises appartenant à cette branche, les négociations avec les travailleurs s'en sont trouvées facilitées.

Le ministère de l'Intérieur recense les effectifs employés pour encadrer la grève :

- 430 Gardiens du Corps Urbain.
- 9 Compagnies Républicaines de Sécurité.
- 3 Escadrons de la Garde Mobile.
- 3 Pelotons de Gendarmerie.
- Soixante agents cyclistes du Corps Urbain utilisés pour les patrouilles et les liaisons.

Dans un autre rapport daté du 8 septembre 1953, le détail des effectifs stationnés au Havre à cette date est donné. Deux compagnies de C.R.S. sont à effectif complet et comptent chacune 150 hommes, les 5 autres sont de 110 à 120 unités. Les deux pelotons de gendarmes comportent 62 hommes et les deux escadrons de gardes 145 hommes. Soit un effectif total de près de 1100 personnes chargées du maintien de l'ordre pour un effectif gréviste de 12 000 travailleurs. On constate que des renforts ont été apportés entre le début septembre et la mi-septembre puisque l'on passe de 7 à 9 compagnies de CRS et de deux à trois escadrons de gardes, de même pour les gendarmes.[1]

Une manifestation prévue pour le 5 septembre a été interdite. Tous les points jugés sensibles ont été surveillés : abords des usines, Bourse du Travail et Palais des Expositions. Sans compter les organismes officiels, (Sous-Préfecture et Mairie) et les Chambres patronales de la Métallurgie et du Bâtiment.

Les piquets de grève sont visés : « Pour garantir la liberté du travail, un système de patrouilles fréquentes de jeeps et de motos a été institué pour sillonner les quartiers des usines et des principaux chantiers de construction ; leur mission était de déceler la formation des attroupements et d'en faire assurer la dispersion immédiatement ».

Divers autres contrôles sont effectués notamment pour connaître les éléments extérieurs au Havre jugés subversifs : « Le contrôle des fiches d'hôtels pendant la période critique a été renforcé par des vérifications au fichier politique du service local des Renseignements Généraux pour pouvoir déceler, éventuellement, l'arrivée de meneurs venant de l'extérieur ». D'autres moyens dits préventifs comme la diffusion de contre-nouvelles n'ont pas été employés mais « pour tenter de connaître au mieux les desseins de l'adversaire, il s'est avéré nécessaire de constituer un service spécialisé dans l'information et le renseignement ». D'où une liaison étroite entre le Commissaire central chargé de la coordination des opérations du maintien de l'ordre et les Renseignements Généraux chargés eux de prévenir des intentions des grévistes en temps réel.

Pour assurer leur présence au Havre, le personnel en tenue a été obligé d'effectuer des heures supplémentaires malgré le rappel des permissionnaires : 25 000 heures impossible à rémunérer et qui ont obéré le service normal jusqu'en décembre 1953.

Les grévistes sont considérés comme des adversaires et la tactique militaire doit contrecarrer les initiatives des

1 A.D.S.M.- Z 2325

ouvriers. Pour diminuer l'impact des « commandos » cyclistes des grévistes du bâtiment qui tournent sur les chantiers afin de débaucher les non-grévistes, la police instaure « des patrouilles fréquentes de jeeps, de motos ou de cyclistes ». Cependant, il arrive que la colère ouvrière se manifeste et que des heurts avec les C.R.S. se produisent : « Le 21 septembre, la colère explose à Mazeline : les ouvriers du Chantier de Graville, munis de masques à gaz remplis de boulons et de riblons arrivent dans la cour de l'usine déjà pleine de grévistes. Bientôt, les boulons volent dans les carreaux, les bureaux sont envahis et souvent saccagés. En peu de temps, la cour est jonchée de bris de verre, et les bureaux sont, c'est le cas de le dire, ouverts à tous vents. Mais le lendemain, quand les travailleurs se présentent à la porte, ils trouvent grilles fermées et plusieurs rangées de C.R.S. casqués, bottés, qui leur interdisent l'entrée.

Pour autant, ils ne désarment pas. Ils se rassemblent à Franklin, manifestent en ville, passent devant la maison du patron, rue Picpus. Les C.R.S. sont partout et, à coups de bâton et de crosses, parviennent à disloquer la manifestation. »[2]

La situation au Havre dans les entreprises et les branches professionnelles après les grèves d'août-septembre

A la mi-septembre, Robert Bellet, vice-président de l'Union syndicale F.O. des Officiers de la Marine marchande du Havre démissionne au motif de « ne plus vouloir appartenir à un syndicat affilié à une fédération qui a démontré lors des récents conflits sociaux, qu'elle participait à la perte du Pays »[3].Le 20 septembre, 800 travailleurs des Magasins Réunis se réunissent en Assemblée générale au cinéma « Normandy ». Danjou, secrétaire général, précise qu'il était hostile au mot « illimitée » lors de la dernière grève et s'étonne qu'à part les dockers charbonniers, ce soit parmi les ouvriers des Magasins Réunis que le pourcentage pour la « grève illimitée » ait été le plus fort. Il insiste sur le fait que les caisses de nombreux syndicats sont insuffisantes pour mener une grève de plusieurs semaines, qu'un mois de grève supprime 8 pointages et que cela donnerait l'occasion aux patrons d'organiser le lock-out. D'où un besoin de réflexion à l'avenir de la part des travailleurs en vue de prochains votes. Danjou termine son allocution en remerciant les ouvriers de la corporation qui ont collecté 75 000 francs versés à la Bourse du Travail pour aider les divers corps de métier qui avaient participé à la grève.

Des divergences et tensions se manifestent début octobre entre Leleydour, secrétaire adjoint des Municipaux et Hospitaliers C.G.T. du Havre et Bosquier, secrétaire général. Ce dernier reproche à Leleydour, par ailleurs secrétaire départemental adjoint, d'être trop docile aux consignes du Secrétaire départemental, Prevost, militant communiste actif. De plus, Leleydour engage de temps à autre le syndicat sans consultation du bureau, ce qui nuit à la cohésion du syndicat et à la démocratie. [4]

M. Gomez Antoine jouit d'une situation privilégiée aux Tréfileries et Laminoirs du Havre puisqu'il n'a aucune fonction salariée alors qu'il n'est que Délégué du Personnel et Délégué au Comité d'Entreprise, c'est-à-dire qu'au regard de la loi, il ne dispose que des 35 heures de délégation pour assurer ses mandats. Pourtant il se trouve en position de permanent syndical et dispose d'un bureau personnel ; il ne se consacre qu'à ses activités militantes syndicales voire politiques : il est secrétaire de la cellule communiste.

Un rapport de police du 3/10/1953[5] stipule que Gomez mettait toujours en avant les Tréfileries et Laminoirs lors des grèves déclenchées dans la Métallurgie et qu'il a joué un rôle majeur durant les grèves d'août-septembre mais « M. Gomez ayant joué un rôle important de meneur dans cette dernière grève et ayant attaqué publiquement le nouveau Directeur de l'Usine, ce dernier a décidé de le réintégrer dans son ancien emploi de charpentier à la caisserie générale depuis lundi dernier, 28 septembre ». On peut être étonné de ce statut privilégié accordé par l'ancien directeur de l'établissement alors qu'aucune obligation légale ne l'y obligeait. Les archives consultées ne nous permettent pas de répondre à cette interrogation.

La semaine revendicative des postiers s'étalant du premier au sept octobre à l'appel de la Fédération postale C.G.T. n'est suivi d'aucun mouvement au Havre. Le comité de Vigilance des postiers, aux mains de Dechavannes, responsable CGT et militant communiste, se heurte à la passivité des représentants F.O. et autonomes qui empêchent de par leur inertie toute action. Isolée, la C.G.T. ne peut suivre les consignes de sa Fédération d'autant que les postiers ont peur aux représailles. Un rapport de police du 8 octobre parle de Dechavannes et des postiers C.G.T. en ces termes : « Ayant convoqué dimanche dernier les adhérents de son groupe, il a constaté que la récente grève les avait marqués fortement et qu'ils semblaient peu disposés à refaire le mouvement particulièrement après la parution d'une circulaire ministérielle invitant impérativement le personnel à rester à son poste durant la semaine de revendications qui s'étalait du 1er au 7 octobre ». Les révocations récentes d'agents sont présentes à l'esprit.

Le syndicat C.G.T. des Municipaux et Hospitaliers appelle ses adhérents à cesser le travail de 10h à midi, le mardi 6 octobre, afin de protester contre le non-paiement des jours de grève et pour réclamer une augmentation de salaire. Les autres syndicats ne s'associent pas à cette action.

2 La C.G.T. en Seine-Maritime- p. 74- VO Editions- Institut C.G.T. d'Histoire sociale- 1993
3 A.D.S.M.-Z 1649
4 A.D.S.M.- Z 1649
5 Ibid

Le 6 octobre, une quarantaine de délégués de la métallurgie se réunit sous la houlette de Louis Eudier qui leur demande d'intensifier leur action pour la revalorisation du pouvoir d'achat. Mais les délégués répliquent que les ouvriers ne veulent plus se mettre en grève ni débrayer : « Ceux-ci ont rétorqué que malgré tous leurs efforts, les ouvriers ne voulaient plus débrayer, les 36 jours de grève ayant totalement épuisé leurs ressources ». [6]

La gestion de la grève par Pierre Courant, Maire du Havre, est très controversée, les milieux patronaux l'accusant même de faiblesse à l'égard de la classe ouvrière. Le patronat regrette que le Maire ait ouvert les cantines aux enfants de grévistes, ce qui a eu pour conséquence de prolonger la grève au Havre. Un rapport de police daté du 14 octobre montre le cynisme de certains patrons : « Selon eux, le Maire aurait dû invoquer des raisons financières pour ne pas autoriser les services municipaux à subvenir aux besoins des familles de grévistes. « Certes, précise-t-on, il est regrettable de faire subir aux enfants les conséquences d'un conflit, mais il y a parfois des motifs impérieux d'ordre social, qui nécessitent des mesures pénibles que l'on réprouve en temps normal ».

Depuis la fin de la grève de 36 jours, le syndicat de la métallurgie essaie de constituer dans toutes les entreprises des comités d'action comprenant un délégué pour 10 ouvriers.

Le Journal Officiel du 27 septembre publie plusieurs décrets relatifs à la réforme administrative ; les Instituteurs s'organisent alors contre les pouvoirs spéciaux accordés aux Préfets. Bernard Bruguet, secrétaire local et départemental du syndicat des Instituteurs, s'insurge dans une circulaire adressée aux responsables cantonaux du syndicat contre toute mise sous tutelle des enseignants : « Qu'on n'attende pas de nous Instituteurs, une soumission due à la crainte. Plus que jamais nous devons exiger l'application exacte des garanties statutaires qui sont les nôtres. Nous savons par expérience que la tutelle directe ou indirecte des Préfets signifie la possibilité pour les petits hobereaux politiques des communes, cantons et départements de s'immiscer dans la vie même de l'école et de son fonctionnement ».[7] Bruguet rappelle le cas de Vals qui parce qu'il était communiste a failli perdre son poste du fait de l'hostilité du Maire de la commune M. Ribeyre, par ailleurs ministre de la Justice.

Le 14 octobre, Jean Le Gall, en tant que Secrétaire général du Comité Intersyndical des Organisations Ouvrières du Port du Havre, invite les parlementaires du département à interpeller le Gouvernement à propos de la main d'œuvre portuaire afin d'éviter une très grave crise de chômage. Le Gall livre une analyse de la législation en vigueur et de la règlementation du chômage aux activités portuaires et constate une situation inadaptée d'où sa demande d'intervention auprès des députés pour que ces derniers fassent les démarches nécessaires auprès des différents ministères : Travail, Travaux Publics et Finances afin de mettre en adéquation la loi et les demandes des ouvriers du port du Havre. Il déclare de même « qu'on ne peut laisser les dockers dans le besoin car un chien policier reçoit toujours sa pitance même s'il n'attrape pas de voleurs ». Dans une note relative à la situation présente faite aux dockers du Havre par la diminution du trafic portuaire, il indique que la crise économique qui sévit depuis de longs mois touche le port du Havre mais aussi les principaux ports étrangers.

Dans un tableau recensant les effectifs dockers, professionnels et occasionnels, depuis mars 1948, on constate que l'effectif au premier octobre 1953 représente 43,4% de l'effectif de celui de mars 1948. Le Gall démontre ainsi que l'effectif des dockers est en constante diminution depuis cinq ans et qu'il ne serait être question de baisser encore le nombre de travailleurs portuaires « compte tenu de la situation particulière du Travail sur le Port du Havre » et si l'on tient à assurer dans de bonnes conditions « la rotation de certains navires, tels les paquebots, et fournir de la main d'œuvre qualifiée pour faire face aux pointes de trafic du Port ».[8]

La journée revendicative organisée par la C.G.T. le mercredi 14 octobre se solde par un échec. Le meeting de fin d'après-midi ne rassemble que 150 personnes au Palais des Expositions.[9] Compte tenu des 25 000 adhérents revendiqués par la C.G.T., le faible nombre d'auditeurs traduit une certaine désaffection.

Louis Dupas, secrétaire adjoint de la métallurgie C.G.T., appelle à soutenir les 600 ouvriers de la S.N.C.A.N. pour le maintien en activité de leur entreprise et invite les travailleurs à rester mobiliser et sur leurs gardes face aux décrets-lois en préparation. Un rapport de police en date du 15 octobre précise : « Il a signalé la préparation de nouveaux décrets-lois tendant à obliger les syndicats à observer un préavis d'un mois pour déclencher un mouvement de grève. Il a invité les ouvriers à être vigilants pour ne pas se laisser retirer la seule arme qui leur permet de faire aboutir leurs revendications ». Une autre intervention mérite notre attention, celle de Dehays qui souligne « les victoires, modestes certes, remportées par les 15 000 grévistes du Havre (réunion de la Commission Supérieure des Conventions Collectives, convocation du Parlement, recommandation du C.N.P.F. d'accorder un minimum horaire de 110 francs aux ouvriers, augmentations obtenues dans certaines entreprises) ».

Ce discours qui vante les acquis est pourtant contredit par la C.G.T. métallurgie qui « estime que le minimum de 110 francs de l'heure admis par le C.N.P.F. n'apporte rien aux ouvriers, puisqu'il comprend les primes, « bonis » et

6 A.D.S.M. Z 1649- Rapport de police du 7/10/1953
7 Ibid- Note de police du 14/10/1953
8 A.D.S.M. – Z 1649
9 Ibid

même les majorations supplémentaires ». Il précise aussi que les comités d'action n'auront plus d'utilité le jour où tous les travailleurs seront syndiqués dans la même organisation. Pour lui, les comités d'action ont donc vocation à pallier la division syndicale. F.O voit dans ces comités la volonté d'absorption des autres syndicats par la C.G.T.[10]

Les grèves d'août ont des conséquences négatives pour la C.G.T. dans certaines corporations comme celle des autobus. Un syndicat autonome se crée à la Compagnie Normande d'Autobus dont le siège est à Rouen et où les 48 employés de la gare routière du Havre adhèrent au nouveau syndicat. Le 21 octobre, aux élections professionnelles, la liste autonome emporte tous les sièges dans les délégations D.P. et C.E. Ce syndicat autonome est fondé par des inorganisés jusque lors, d'anciens adhérents F.O. et bon nombre d'anciens adhérents cégétistes. Au moment de la grève d'août dernier, bien que comptant plus de la moitié de syndiqués parmi le personnel de la C.N.A., la C.G.T. à aucun moment n'a pu faire appliquer les consignes de la Fédération. Le blocage des routiers F.O. et non syndiqués entravaient tout mouvement d'où une impression d'impuissance. Au bout du compte, la C.G.T., n'ayant plus aucun adhérent dans les deux compagnies de transports Arcangioli et C.N.A., se trouve dans l'incapacité de déclencher tout mouvement de grève au Havre. On peut parler d'un bilan négatif de la grève d'août dans les autobus pour la C.G.T. qui disparaît ainsi du paysage syndical.[11] « A propos des transports, il faut noter la honteuse trahison du secrétaire Beaudouin de la C.N.A. qui, en accord avec la direction a organisé un référendum truqué pour torpiller la grève, après avoir accompli son sale coup, il a tenté de former un syndicat autonome avec l'appui de la direction ».[12]

Le 18 octobre, à la réunion générale organisée à l'intention des Terrassiers à la Bourse du Travail, Dehays est pris à partie par un des 60 Terrassiers présents qui lui reproche d'avoir prolongé la grève « alors qu'aucune satisfaction financière n'était accordée ». Dehays reporte la responsabilité de la durée de la grève sur les dirigeants nationaux F.O. et C.F.T.C. des services publics « qui avaient fait reprendre le travail alors que la victoire était proche ». Il insiste par ailleurs sur « la rapacité des patrons » qui refusent toute augmentation pour les travailleurs.

Fin octobre, la C.G.T. havraise envoie une lettre à F.O. renouvelant sa demande d'unité. Le Comité de l'Union F.O. repousse cette énième demande « sous quelque forme que ce soit, la C.G.T.K. ne pouvant plus être considérée comme une organisation syndicale ».

Par contre F.O. à la suite des grèves d'août pense qu'il est nécessaire de durcir le ton à l'égard du « Patronat réactionnaire » et qu'il faut créer une « caisse de résistance » pour financer les mouvements de grève.
Aux grèves massives de l'été, va suivre une période d'accalmie sociale…

A suivre

10 Ibid
11 A.D.S.M.- Z 1649

12 A.D.S.M. 195 J, fonds de l'Union départementale C.G.T. de Seine-Maritime (Darnétal)

Le Libertaire
Internet : http://le-libertaire.net/
E-Mail : julesdurand.lehavre@gmail.com
Adresse postale: Groupe d'Etudes Sociales du Havre et environs- BP 411- 76057 Le Havre CEDEX
Directeur de la Publication : Olivier Lenourry
Numéro de commission paritaire en cours

A vos plumes

Le libertaire accueille amicalement l'apport artistique , les études sociales, culturelles et économiques des lecteurs et lectrices
Envoyez vos articles au Libertaire. par Mail julesdurand.lehavre@gmail.com